



Rencontres des Naturalistes et des Gestionnaires d'espaces naturels des Pays de la Loire



AGIR pour la
BIODIVERSITÉ
PAYS DE LA LOIRE



ATELIER A :

DES PARTENARIATS ENTRE COLLECTIVITÉS ET GESTIONNAIRES,
POUR UNE INTÉGRATION TERRITORIALE DES ESPACES PROTÉGÉS

UNE APPROCHE CONCERTÉE DE LA PROTECTION ET DE LA VALORISATION DES ESPACES NATURELS DU LITTORAL

Intervenants : Jérôme GUÉVEL (Conservatoire du littoral)
David BOURDEAU (Conseil départemental de Loire-Atlantique)



Le Conservatoire du littoral en Centre-Atlantique

Un territoire étendu

1 937 km de linéaire côtier sur 3 départements
et 2 régions

14 600 ha protégés sur 74 sites

34 gestionnaires

180 conventions agricoles



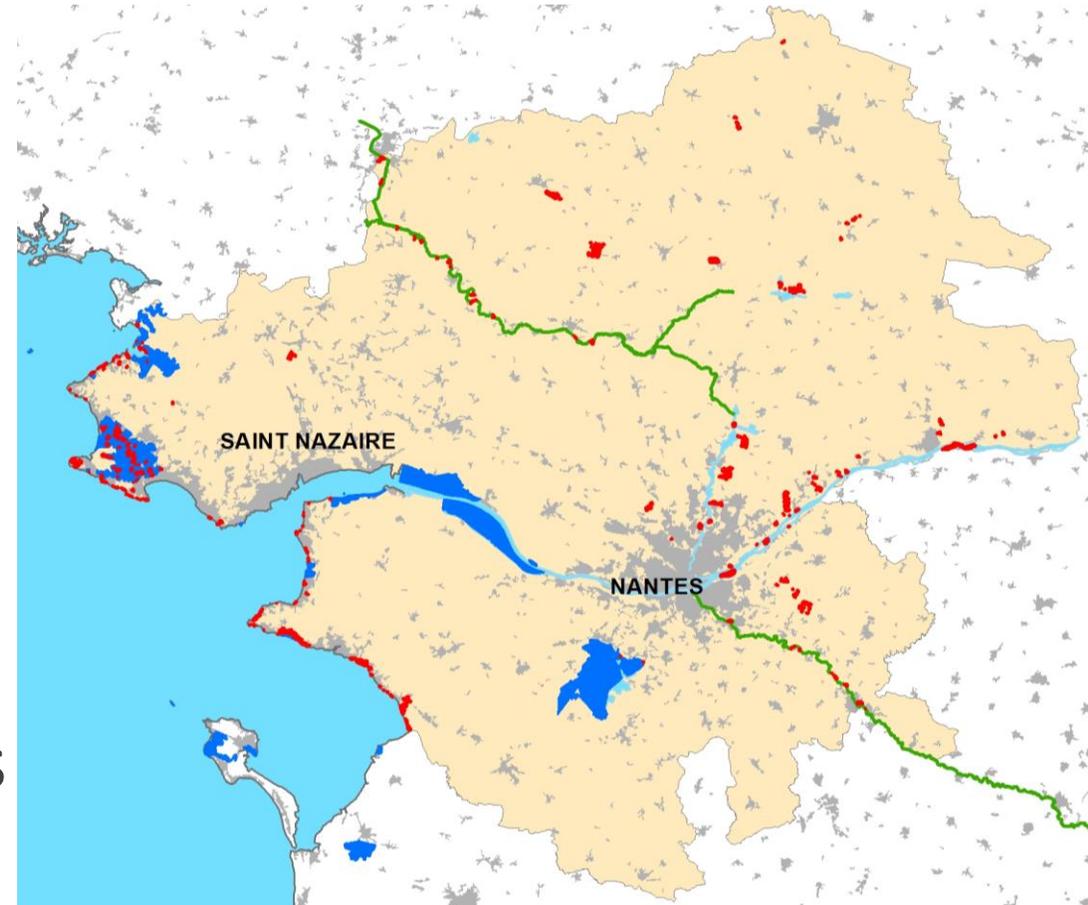
Le Département de Loire-Atlantique

Un territoire contrasté : Littoral, métropole, zones humides, bocage, estuaire, ...

1200 ha en ENS

Gestion de 2800 ha du Conservatoire du littoral

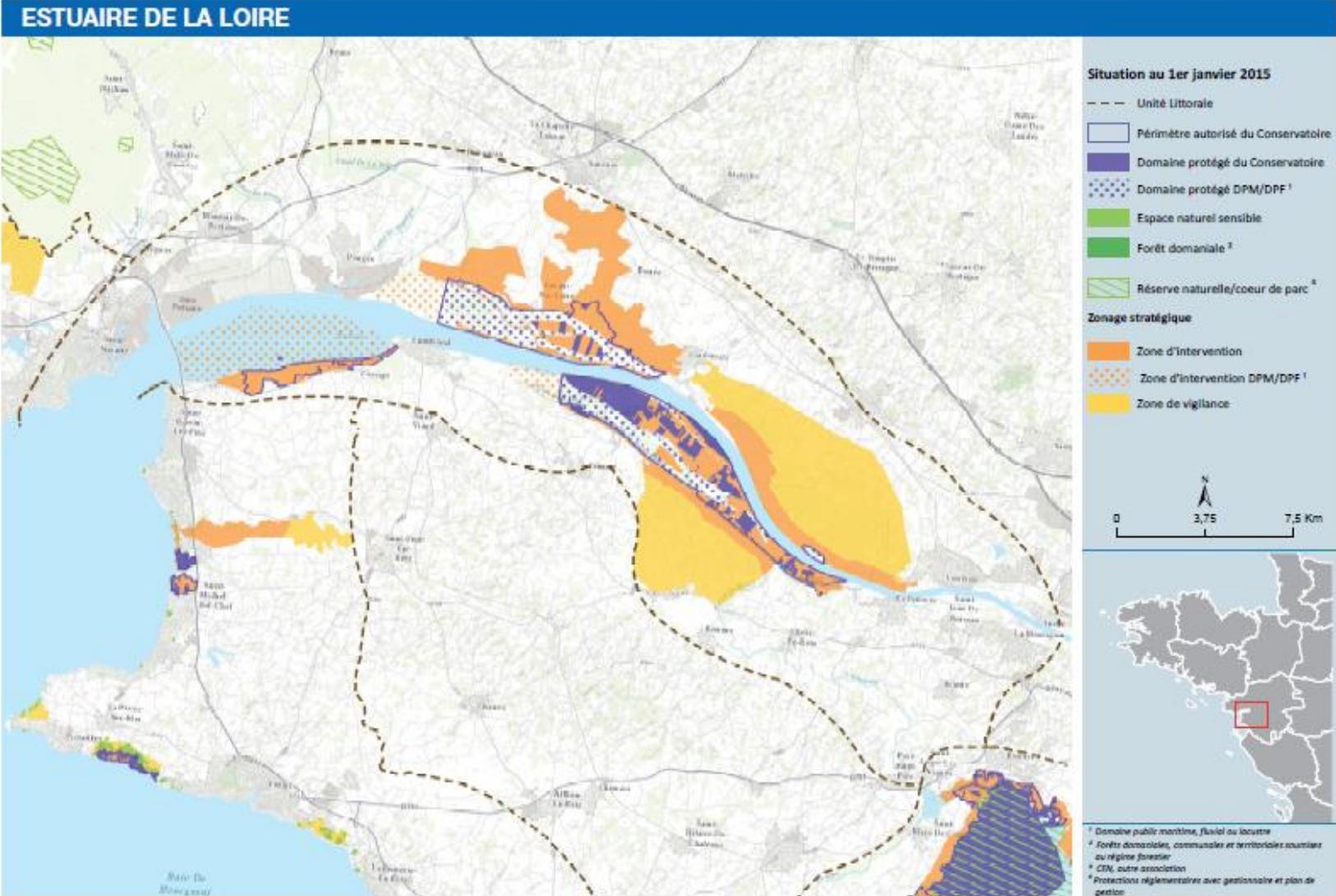
2000 ha d'espaces naturels liés aux voies navigables départementales



Des priorités pour l'intervention foncière



Stratégie foncière 2050 : exemple sur la Loire



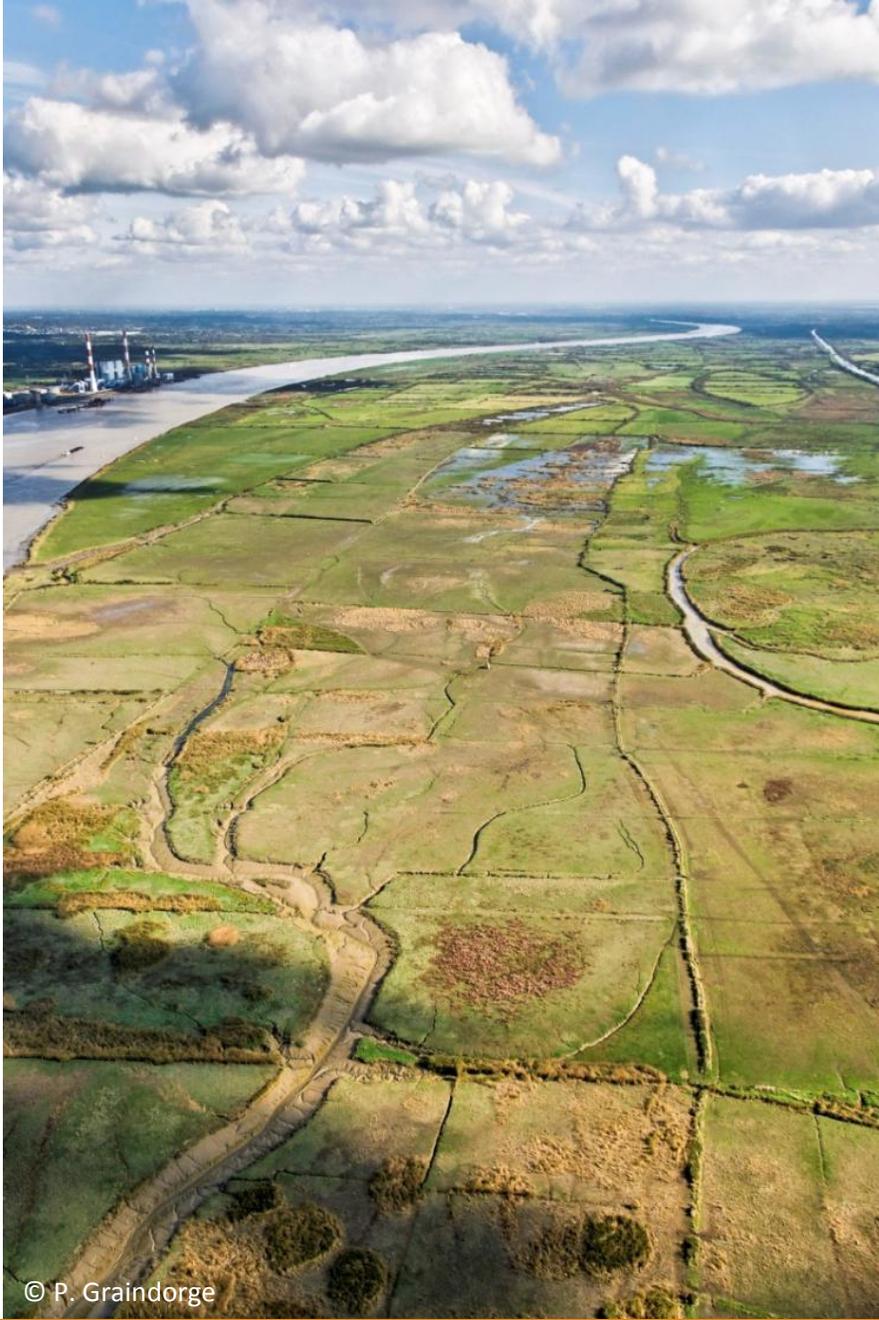
Les moyens d'intervention foncière

Trois moyens juridiques d'acquisition

- Amiable (3/4 des transactions)
- Droit de préemption des Départements
- Recours à l'expropriation (rare)

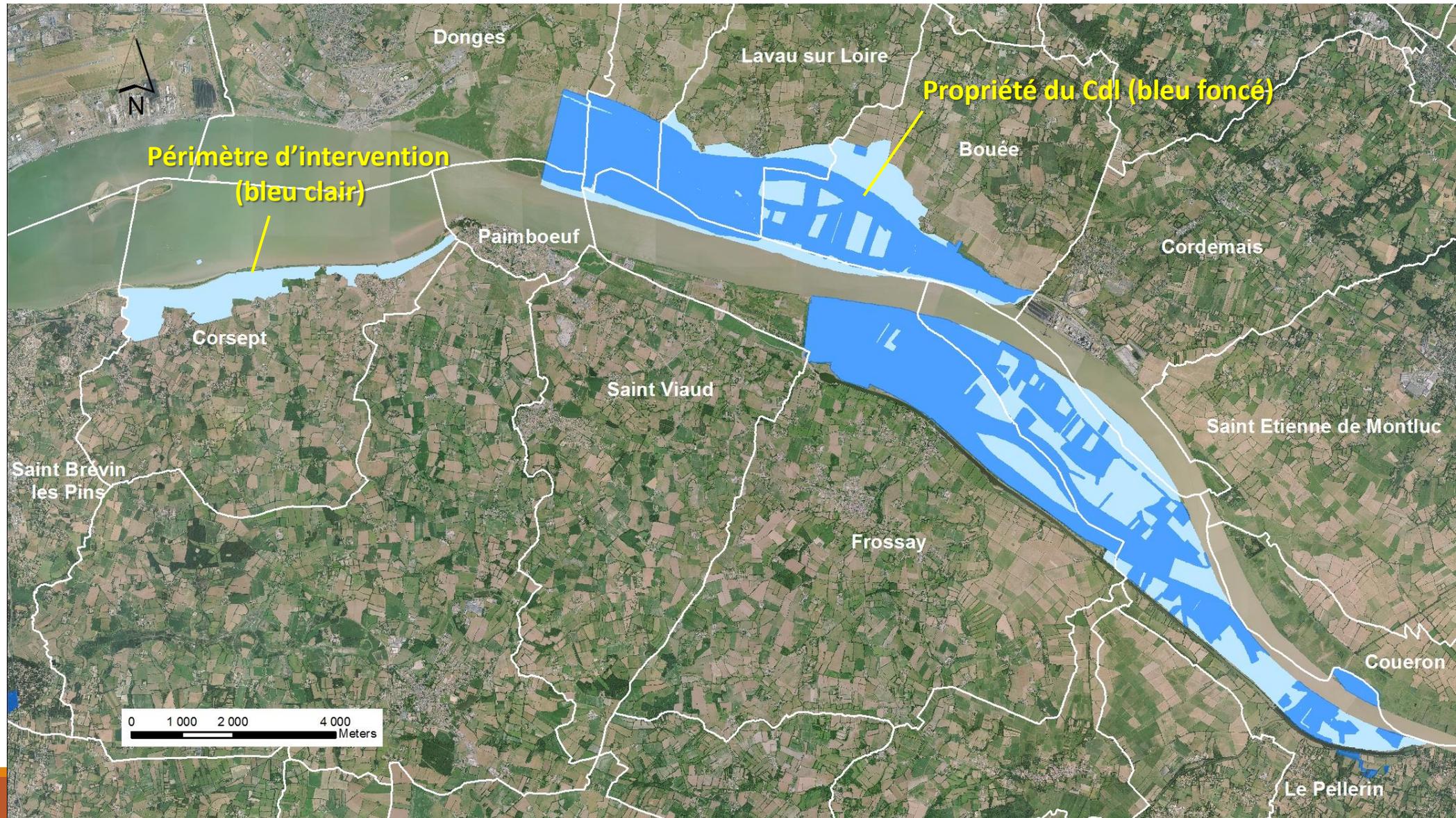
Les autres moyens de maîtrise foncière

- L'affectation du domaine public ou privé de l'Etat
- Les donations
- Les dations en paiement (legs)

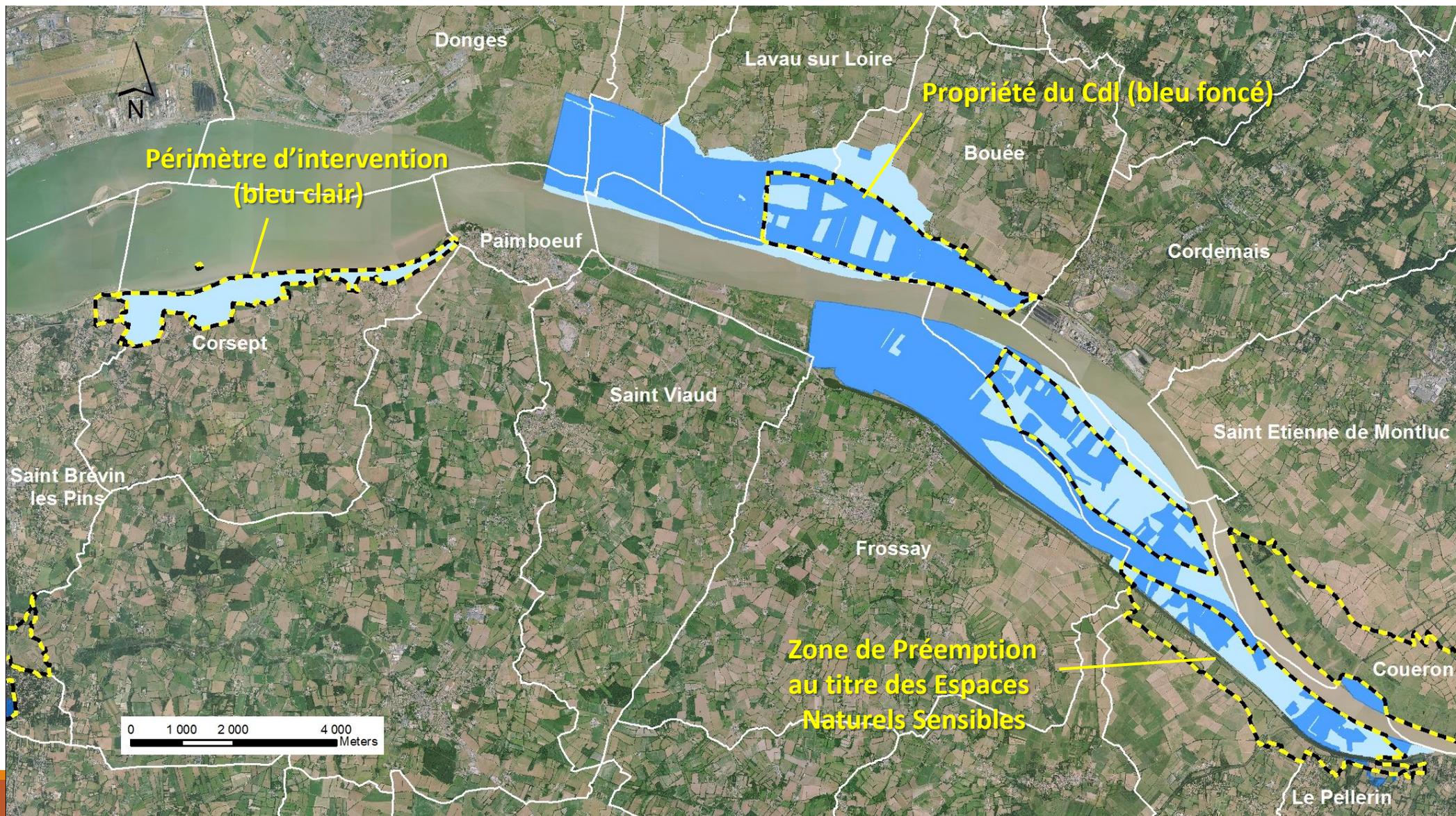


© P. Graindorge

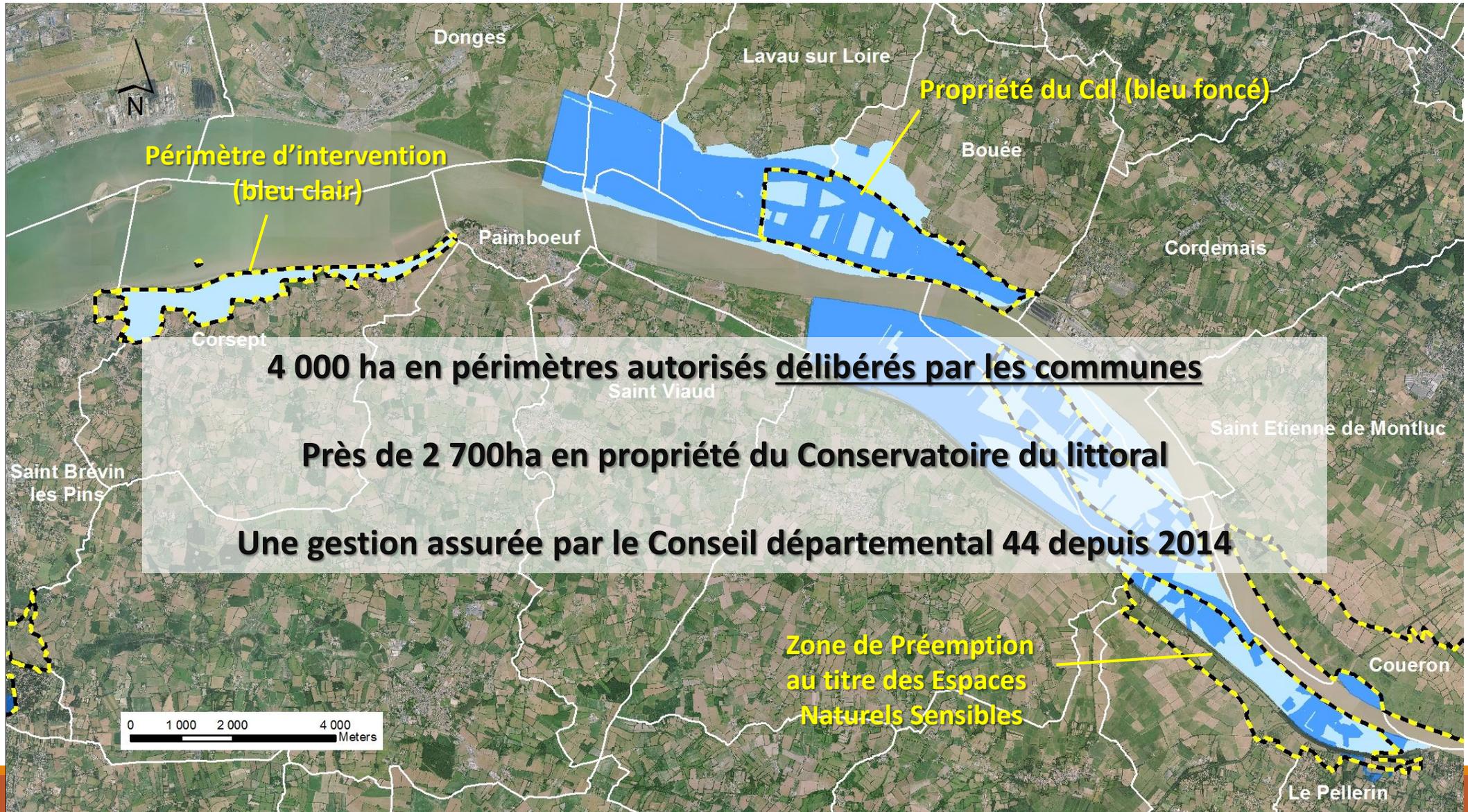
Une politique foncière concertée



Une politique foncière concertée



Une politique foncière concertée



Une gestion en partenariat avec les territoires

Le Conservatoire est propriétaire mais pas gestionnaire

La gestion est confiée :

- En priorité aux communes ou à leurs groupements
- à une autre collectivité territoriale (syndicat mixte, département)
- à une association ou un établissement public

Ce dispositif assure une gestion concertée , intégrée et adaptée aux enjeux des territoires

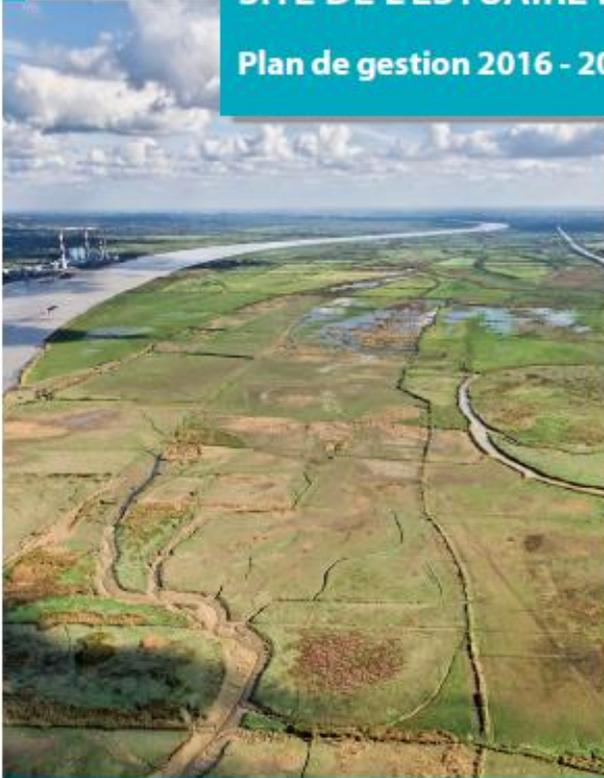
Articulation entre propriétaire et gestionnaire

2014 : convention de gestion du site de l'estuaire entre le Département et le Conservatoire

- Rôles du propriétaire et du gestionnaire
- Grandes orientations de gestion
- « Investissement » pour le Conservatoire et « Fonctionnement » pour le Département

Avant tout : une présence terrain et un interlocuteur pour les acteurs locaux (un plan de gestion mais pas de gestionnaire jusqu'en 2014...)

SITE DE L'ESTUAIRE DE LA LOIRE
Plan de gestion 2016 - 2027



Avec le soutien de :



Dossier complet

Plans de gestion
du Conservatoire du littoral

Site de l'estuaire de la Loire

Loire-Atlantique

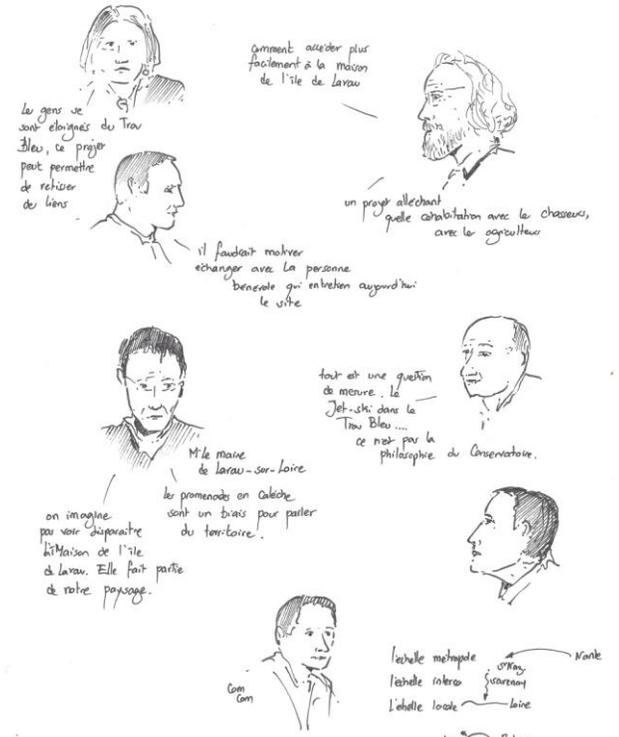


Rive nord : Donges, La Chapelle-Launay,
Lavau-sur-Loire, Bouée, Cordemais

Rive sud : Corsept, Frossay, Le Pellerin

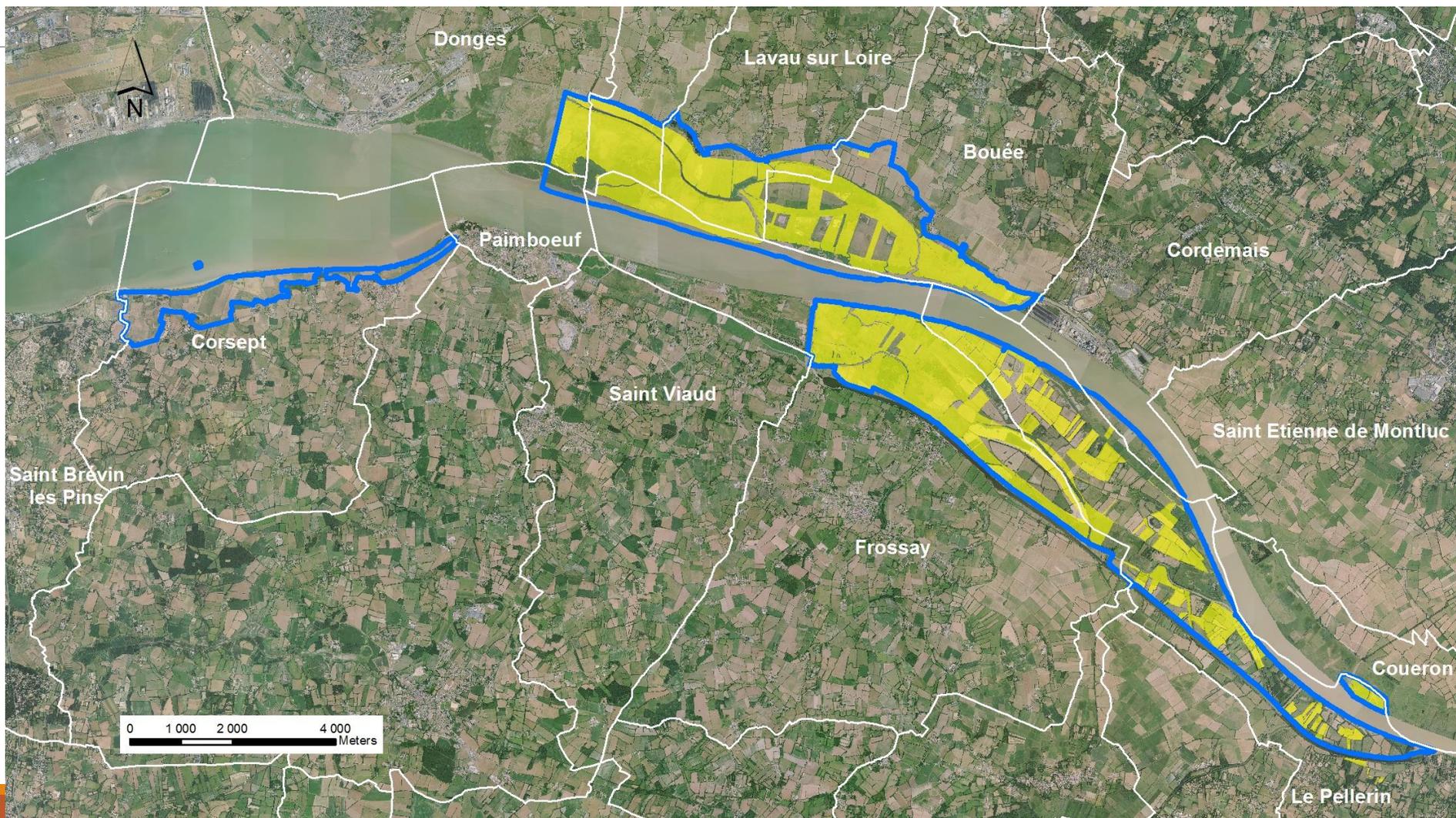


17 novembre 2016
Réunion de présentation
en mairie de Lavau

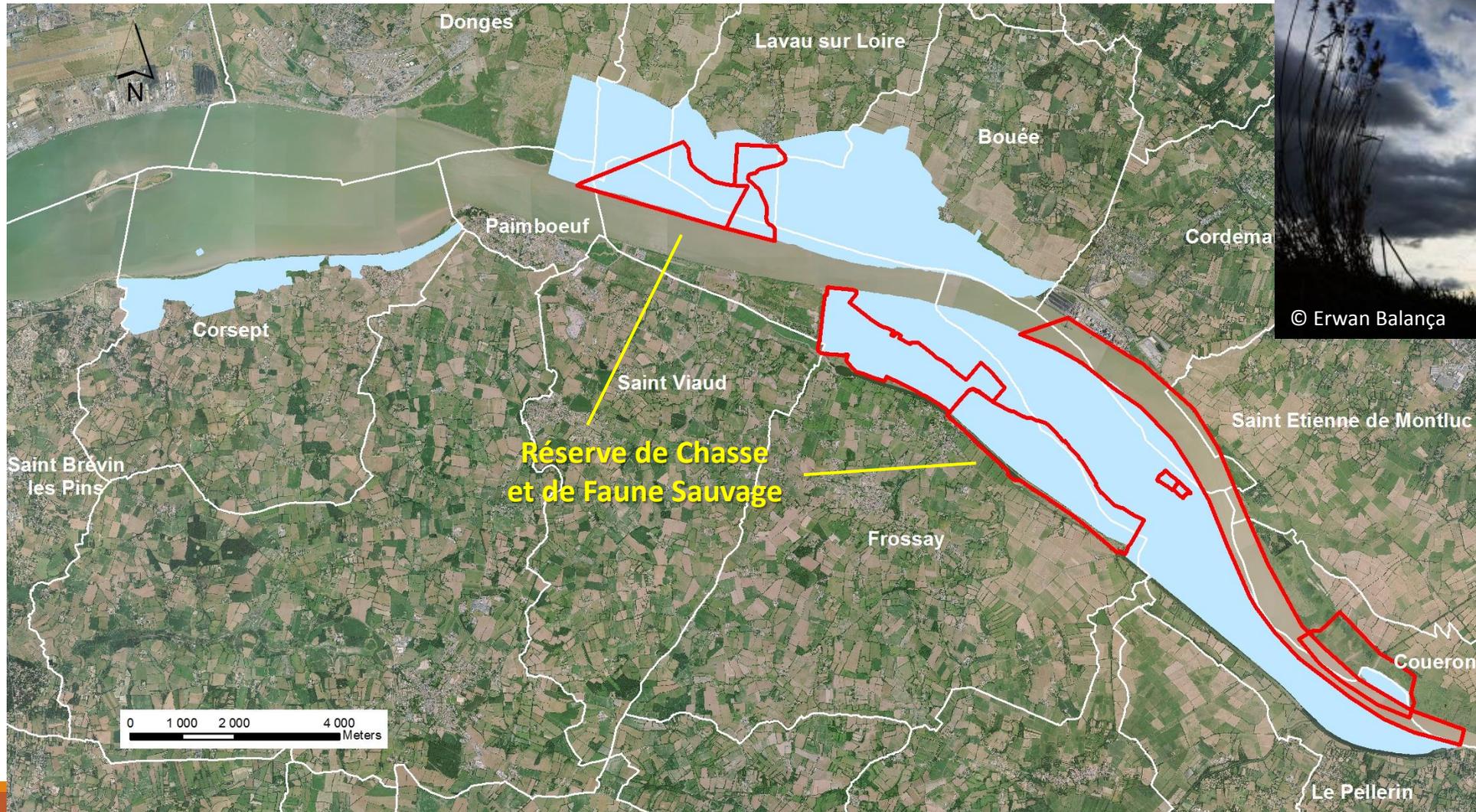


Conforter les systèmes d'élevage extensifs

Estuaire de la Loire : près de 50 exploitations agricoles en convention



Un équilibre recherché avec le monde de la chasse



S'appuyer sur les connaissances et les suivis pour adapter la gestion



Bilan du camp de baguage du Massereau 2012



Rédacteurs : Guillaume COCHARD & Jean-Luc CHIL
Relecture : Jean-François Maillard

Photos : Roselière du camp de baguage sous la brume, Phragmite aquatique et Torcol fourmilier (G. Cochard)

Novembre 2012

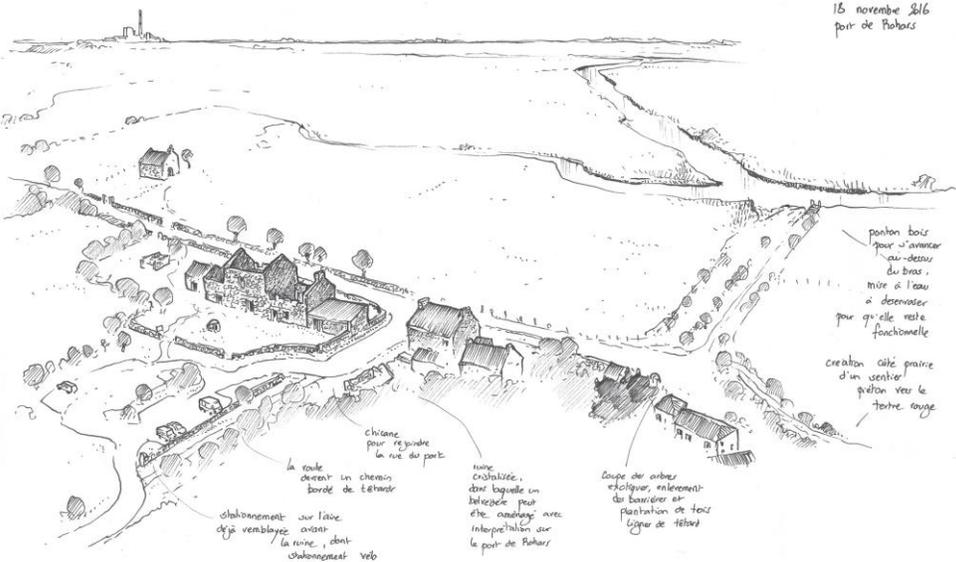


Conservatoire du littoral



Figure 1 : Vue aérienne de la roselière et du dispositif mis en place en 2012.

Favoriser un accueil encadré du public



Articulation entre propriétaire et gestionnaire

En pratique, une constante adaptation en fonction des projets



Un partenariat quadripartite pour restaurer un ouvrage d'accès aux îles de Loire



Un contrat départemental : chasseurs/naturalistes/ONCFS pour l'amélioration des connaissances sur l'avifaune estuarienne

Articulation entre propriétaire et gestionnaire

Nécessité de trouver des équilibres

- Adéquation moyens humains Département / Conservatoire
- Visibilité budgétaire / augmentation des surfaces acquises
- Attentes locales ponctuelles / gestion à l'échelle de 2 700 hectares
- Implication technique et budgétaire des partenaires (Communes, EPCI...)